



PROGRAMME

Colloque
national

Renouveler notre pacte social : un défi pour les territoires

Crise du vivre ensemble, fractures institutionnelles et défiance des citoyens, comment retrouver du commun et redonner confiance ?

04-05

MARS 2025

ROUEN



Renouveler notre pacte social : Un défi pour les territoires



Yohann NEDELEC
Président du CNFPT

Face aux changements majeurs politiques, institutionnels et des conditions de vie à l'échelle mondiale, des éléments fondamentaux de durabilité d'une vie sereine et du vivre ensemble ont basculé vers un haut degré d'incertitudes, rendant complexe le pouvoir d'agir collectif. Dès lors, le repli individuel, assorti souvent d'une tentative de régénérer le « monde d'avant » peut tenter les individus et les dirigeants, voire apparaître comme la seule réponse possible. Nous sommes actuellement dans cette phase très difficile, celle où « la fin du monde d'avant » est largement perçue, mais où le changement vers autre chose de positif n'a pas encore été inventé. Cette période porte des risques majeurs en termes de stabilité démocratique et de cohésion sociale.

Dès lors, dans ce moment particulier que nous vivons, qui consiste à « inventer le futur », il est de la responsabilité des dirigeants publics, élus mais également cadres territoriaux, de se mobiliser collectivement pour trouver les voies de l'association du plus grand nombre à la construction des solutions, dans le respect des altérités, la transparence des possibles, et le courage des décisions.

Les collectivités locales, proches du terrain et des citoyens, ont des atouts considérables pour inventer ce futur, et nombre d'entre elles explorent, tentent et capitalisent autour de cette question cruciale du vivre ensemble et du défi démocratique qui s'impose de plus en plus à nous. Mais la difficulté et l'urgence du sujet requièrent une approche collective, des échanges et des compétences particulières.

Dirigeants territoriaux, vous êtes conviés à Rouen les 4 et 5 mars 2025 pour échanger et inventer ensemble les réponses pour un renouveau de la cohésion sociale et du pacte républicain.

Mardi 04 mars 2025

08H30 -09H30 : Accueil des participants /Café d'accueil

09H30-09H45 : Allocution de bienvenue – Agora

Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

maire de Rouen, président de la métropole Rouen Normandie

09H45-10H00 : Allocution d'ouverture – Agora

Yohann NEDELEC,

président du CNFPT, adjoint au maire de Brest

Modératrice : **Annette GERLACH**, journaliste à ARTE

10H00 -10h45 : Conférence d'ouverture – Agora

La cohésion sociale en France aujourd'hui : panorama

Un Français sur quatre n'a pas le sentiment de faire pleinement partie de la société : le Rapport annuel sur l'état de la France 2024 du Conseil Economique, Social et Environnemental, met en lumière les liens entre inégalités et démocratie. Dans son dernier ouvrage, Métamorphoses françaises, état de la France en infographies et en images (Seuil, 2024), Jérôme FOURQUET quant à lui, analyse la grande bascule anthropologique en cours et confirme son constat de l'« archipélisation » de notre pays. Par leurs regards croisés, il s'agira de dresser un panorama de la cohésion sociale en France et de mieux comprendre les mutations profondes qui touchent notre société.

Claire THOURY, présidente du Mouvement associatif, docteure en sociologie, membre du Conseil économique, social et environnemental (Cese), rapporteuse du Rapport annuel 2024 et du groupe de coordination du Pacte du pouvoir de vivre

Jérôme FOURQUET, analyste politique, géographe, directeur du département Opinion à l'IFOP

10H45- 12H00 : Table ronde plénière – Agora

Cohésion sociale, vivre ensemble et collectivités territoriales

La cohésion sociale, le vivre ensemble se construisent aussi en proximité, sur les territoires. A ce titre, les collectivités territoriales jouent un rôle primordial à travers les politiques publiques qu'elles conduisent, les services publics qu'elles mettent en place. Face aux mutations profondes de la société française, comment abordent-elles cette problématique ?

Bertrand BELLANGER, président du Département de la Seine-Maritime

Murielle FABRE, maire de Lampertheim, secrétaire générale de l'AMF

Mathieu KLEIN, maire de Nancy, président du Grand Nancy

Virginie LUTROT, vice-présidente du conseil régional de Normandie, présidente de la communauté d'agglomération Caux Seine Agglo

12H00- 12H45 : Échanges avec la salle – salle plénière

12H45-14h00 : Poursuite des échanges à l'occasion d'un déjeuner assis

14h00 – 15h30 : Ateliers (au choix) : pour consolider la cohésion sociale, dans tous les domaines

SALLE 1

1 - Les citoyens : acteurs clés des transformations sociales et territoriales

L'objectif de cet atelier est de questionner le rôle des citoyens dans la construction de territoires plus inclusifs. Cet atelier favorisera la réflexion collective à des solutions durables, où les citoyens deviennent des acteurs clés des transformations sociales et territoriales. Il permettra d'interroger le degré de transparence et le niveau de partage des responsabilités, l'adaptabilité des administrations aux démarches participatives et la pertinence de celles-ci, ainsi que le lien entre démocratie représentative et démocratie participative.

Jean-Yves RIGOUT, maire de Veyrac

Pierre AYCAGUER, chargé de mission à la direction de la prévention et de lutte contre les précarités au conseil départemental de la Haute-Garonne

Laura BIAUD, chargée de mission participation des enfants, jeunes et familles au conseil départemental Seine Saint Denis

Lucie DEBOVE, directrice adjointe enfance et famille responsable ASE au conseil départemental Seine Saint Denis

Isadora GUERRA, responsable du service Participation et citoyenneté, Métropole Rouen Normandie

Grégoire KOTRAS, directeur du Ti Lab à la région Bretagne

Denis SOUILLARD, directeur du Centre de ressources de la politique de la Ville Guyane

Lise TOUTANT, cheffe de projets « cellule consultation des publics » à la direction de la prévention et de lutte contre les précarités au conseil départemental de la Haute-Garonne

SALLE 2

2 - L'héritage des JOP 2024 : le sport peut-il être un levier d'inclusion et de citoyenneté ?

L'année 2024 a été marquée par l'organisation des JOP à Paris. Dans ce contexte, l'activité physique et sportive a été déclarée Grand Cause Nationale 2024. L'Etat et certaines collectivités ont promu des dispositifs incitatifs à la pratique sportive. Sous quelles conditions le sport peut-il être un accélérateur des politiques publiques en faveur de l'inclusion, de l'insertion, de l'éducation et de la citoyenneté et jouer son rôle de levier des liens sociaux ? Que peut-il spécifiquement apporter dans les territoires, et particulièrement certains d'entre eux comme les QPV ou encore les ZRR ?

Sarah VAUZELLE, adjointe aux sports, à la jeunesse et à la vie étudiante à la Ville de Rouen

Magali ANDRIER, directrice générale et directrice technique nationale adjointe de la Fédération Française de Tennis de Table (FFT)

Antoine BAUDRY, directeur du développement et des programmes de l'association socio-sportive « Fête le mur »

Dominique CHARRIER, maître de conférences habilité à diriger des recherches, université Paris-Saclay

Sylvain LAMOUREUX, directeur adjoint des sports à la Ville de Reims



SALLE 3

3- La fresque des valeurs républicaines

Cet atelier pédagogique a pour objectif, d'affirmer l'importance de nos valeurs communes dans la vitalité de notre cohésion démocratique et sociétale : liberté, égalité, fraternité, mais aussi laïcité et solidarité. Il a également pour objet de coconstruire une représentation vivante de ces grands principes qui fondent la République, de ses forces ainsi que des périls qui la menacent.

Amaury BRANDALISE, directeur général adjoint au secrétaire général au conseil départemental de la Gironde, coprésident de la Fresque des valeurs républicaines

SALLE CORNEILLE 2

4- Transition écologique et justice sociale

Comment lier transition écologique et justice sociale pour en faire un levier de cohésion sociale ? L'édition de normes environnementales sans mesures d'accompagnement socio-économiques, et ni prise en compte des différents modes de vie dans les territoires est source de tensions politiques et renforce les inégalités. En revanche s'appuyer sur les expériences qui ont fait leurs preuves pour susciter l'adhésion et renouveler nos modes de vie est une des clés pour dépasser cette contradiction. Face à ce défi, les collectivités territoriales, échelon de proximité et d'adaptation locale, jouent un rôle stratégique pour inscrire la transition écologique dans le quotidien de chacun et créer les conditions de son acceptation mais également de l'adhésion à un futur désirable.

Nathalie LATOUR, directrice générale, Fédération des acteurs de la solidarité

Solange MARTIN, sociologue, Direction Exécutive Prospective et Recherche à l'ADEME

Isabelle SAHAGUN, chargée de mission à la direction générale des services, du conseil départemental du Lot

Frédéric VASSE, directeur général du pôle métropolitain Nantes Saint-Nazaire

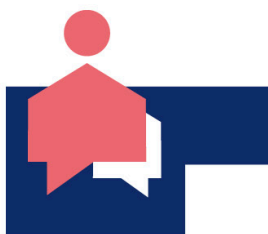
SALLE CORNEILLE 1

5- L'écoute territoriale pour mettre en mouvement son territoire

Mener des projets de territoires à l'heure des transitions implique de nouvelles méthodes d'observation et d'écoute des acteurs du territoire. Cet atelier vise à mettre en valeur les démarches d'écoute territoriale que les collectivités peuvent initier, ainsi que les conditions qui peuvent assurer leur succès. Les participants viendront échanger autour d'apports méthodologiques, d'expériences de collectivités et participeront à une expérimentation d'écoute active en sous-groupes.

Philippe CARBASSE, chargé de mission, UNADEL - Union nationale des acteurs et structures du développement local

Simon TAINE, chargé de mission mobilité, Métropole de Valenciennes



SALLE 4

6 - Face au défi du vieillissement de la population, quelles nouvelles solidarités inter générationnelles ?

Favoriser la bonne santé, la mobilité, et la vie sociale des personnes âgées par les dispositifs d'action sociale répond partiellement au défi du grand âge. La place des aidants est désormais mieux prise en compte. Pour aller plus loin, des territoires précurseurs déploient des dispositifs comme l'habitat inclusif par le biais de l'Aide à la Vie Partagée (l'AVP) ou encore le baluchonnage, qui favorisent l'accès à la culture et aux loisirs, et luttent contre la solitude. Cet atelier permettra d'échanger sur ces nouvelles voies et ces mécanismes de solidarités inter générationnelles.

Cassandra CLEON, fondatrice de CœurAidant.com, coordinatrice Aidante Experte de la Plateforme de Répit L'Olivier 972

Francis LACOSTE, consultant

Marie-Noëlle LEPLOMB, psychologue, référente du numéro national 3114 (prévention suicide) situé au SMUR du CHU de Rouen.

SALLE FLAUBERT

7 - Déni démocratique : comprendre et agir grâce aux apports des approches comportementales

Le déni démocratique se manifeste par une perte de confiance, voire une défiance, envers les institutions. Il se traduit aussi par un désengagement civique, une abstention électorale élevée, parfois un rejet des valeurs démocratiques, une prévalence des vérités alternatives et du complotisme ou encore une montée des populismes. Face à ce phénomène, les approches comportementales peuvent offrir des outils précieux pour comprendre les facteurs psychologiques et sociaux en jeu, ainsi que pour concevoir des réponses adaptées.

Elsa BONAL, intervenante – formatrice`

Xavier BRISBOIS, chercheur indépendant en psychologie sociale et psychologie cognitive

Stéphane GIRAUD, chef de service à la Direction Interministérielle de la Transformation Publique

François KARINTHI, directeur général des services du Conseil départemental de la Nièvre

PLATEAU RADIO

8- L'implication des enfants et des jeunes dans la vie locale à travers la politique éducative

La prise en compte de la parole des enfants et des jeunes, qui seront les citoyens de demain, s'est développée pour consolider la vie démocratique. Qu'entend-on par la participation des enfants et des jeunes ? Comment s'intéresser à la parole de ces jeunes acteurs et les intéresser à la citoyenneté ? Les politiques éducatives et culturelles peuvent-elles favoriser l'appropriation du territoire et être facteurs de cohésion sociale ? Voilà quelques-unes des questions qui seront au cœur de cette émission.

Joëlle BORDET, psychosociologue, directrice de recherche émérite au centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB)

Ophélie DÉCORDÉ, directrice Enfance jeunesse et membre du conseil d'administration du Collectif des directeurs-trices jeunesse d'Ile de France

Noémie HERVÉ, chargée du Plaidoyer International et National à la Direction de la Communication, du Plaidoyer et des Programmes à l'UNICEF France



9 - Le réemploi au service de nouvelles coopérations

Comment permettre aux nouvelles coopérations citoyennes de favoriser la mixité sociale, le partage des compétences et l'émergence de liens sociaux ? Les activités de ré-emploi et de réparation se développent face à la nécessité de limiter notre consommation de ressources et de production de déchets. Ces activités constituent un secteur de l'économie sociale et solidaire (recyclerie, ressourceries, ...) qui favorise des modes d'inclusion sociale et d'accès à l'emploi de personnes qui en étaient éloignées.

Martin, BOBEL, conseiller du CESE, administrateur du Réseau National des Ressourceries (RnRR)

Carine BORIES, responsable de l'association rouennaise KINTSU JOUETS

Fabien KLINGELSCHMIDT, directeur général des services de la Communauté de communes Lodévois et Larzac

Catherine MECHKOUR DIMARIA, secrétaire générale du Réseau national des Ressourceries et Recycleries

Marie THOMANN, directrice du Pôle Service de Proximité de l'Entreprise à But d'Emploi (EBE) l'Abeille Verte

SALLE AGORA

10 - Lutter contre le non-recours aux droits et aux services

En quoi l'expérimentation TZNR (Territoire zéro non-recours) permet de simplifier et de faciliter l'accès aux justes droits des personnes et de contribuer à la cohésion sociale sur un territoire ? L'action contre le non-recours a été progressivement inscrite dans les plans nationaux de lutte contre la pauvreté, dont le récent Pacte des solidarités qui intègre la réforme de la « solidarité à la source ».

Anne-Rachel BODEREAU, adjointe au maire aux solidarités, la santé, à l'intergénération et sujets transversaux à la ville de Chemillé-en-Anjou

Sarah ACHAB, coordinatrice de la Stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté à la ville de Grigny

Morgane ANDREAU, chargée de mission Territoire zéro non recours Chemillé-en-Anjou

Morgane BRILLAULT, déléguée du Conseil National des Personnes Accueillies et accompagnées (CNPA)

Jade COLONNA, coordinatrice de l'expérimentation Territoire zéro non-recours à la ville de Grigny

Denis DARNAND, sous-directeur en charge de l'inclusion sociale, de l'insertion et de la lutte contre la pauvreté à la direction générale de la cohésion sociale (DGCS)

Romain MARTIN, responsable du pôle solidarité, proximité, famille Chemillé-en-Anjou

15H30 – 15H45 : Pause

16h00 – 17H30 : Table ronde plénière – Agora

Les territoires : creusets d'une confiance à réinventer

Face à la défiance croissante des citoyens vis-à-vis de toute institution et au « service public bashing », le capital confiance des collectivités locales, jusque-là épargnées, tend à s'éroder. L'étude "Fractures françaises" réalisée en 2024 confirme ce constat. Or, l'écosystème local permet précisément de travailler de nouvelles coopérations entre habitants-citoyens-usagers et acteurs, politiques, socio-économiques, associatifs, syndicaux. Les intervenants s'interrogeront sur comment repenser ces nouveaux modes de fabrique du territoire ? Comment revisiter les temps de production du service public et inventer de nouveaux modes de communication internes et externes ?

Christophe BOUILLON, maire de Barentin, président de l'association des petites villes de France, président de l'ANCT et Président du Centre de Gestion de Seine-Maritime

Christophe IACOBBI, maire d'Allons, président du conseil d'administration de l'IRCANTEC

Séverine BATTIN, directrice générale des services chez conseil départemental de l'Isère

Yves CHARMONT, délégué général du réseau CAP COM

Dorian DREUIL, chercheur et expert associé à la fondation Jean Jaurès

17H45 – 19H15 : Ateliers -Suite (au choix) : pour consolider la cohésion sociale, dans tous les domaines

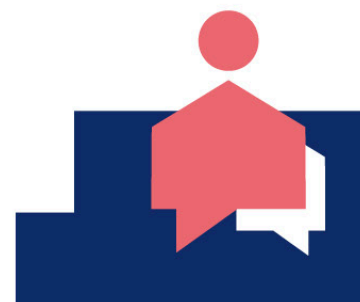
SALLE 1

11- Une Seule Santé, ensemble contribuer à un « territoire en bonne santé »

Avec la COVID 19, nous avons découvert collectivement l'existence de zoonoses, ces maladies infectieuses qui se transmettent de l'animal à l'homme. L'approche Une Seule Santé (USS) met en lumière les interactions entre la santé humaine, la santé animale et celle des écosystèmes et nous invite à repenser notre rapport au vivant et à sa préservation, Cette démarche, qui se veut systémique, nécessite de dépasser des clivages tant disciplinaires qu'idéologiques, culturels ou professionnels pour bâtir une approche de santé globale, facteur d'inclusion sociale

Céline MOUGARD, consultante Nature Santé & Territoire

Bruno PAULMIER – président ADT INET





SALLE AGORA

12 - Assemblées citoyennes : utopies ou vraie réponse ?

Assemblées citoyennes, conventions, ateliers participatifs... les collectivités territoriales ont diversifié leurs initiatives de démocratie participative ces dernières années. Cet atelier a pour objectif d'explorer quelques exemples de ces initiatives dans leur composition, leur fonctionnement et leurs objets. Ces témoignages permettront d'échanger sur les impacts espérés et réels de ces assemblées mais aussi leurs limites. Les participants seront invités à identifier des pistes et conditions de réussite pour que ces assemblées contribuent à renouveler la confiance dans l'action publique locale et à renforcer le lien social.

Sylvie BARNEZET, déléguée générale de l'Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne, Rédactrice en chef de démocratieS

Céline BLUGEON, directrice générale adjointe des missions transversales stratégiques de la ville de Poitiers

Hélène CHARLES, chargée de mission participation citoyenne, ville de Poitiers

Sophie JOLY, directrice générale adjointe, ville de Saint-Médard-en-Jalles

Patrick NORYNBERG, consultant/formateur et essayiste sur la démocratie

Pascal PIQUE, directeur général adjoint, ville de Saint-Médard-en-Jalles

SALLE 3

13 - Les arts et la culture au service de nouveaux récits

L'usure, voire la défiance du public, face aux modes projets habituels est perceptible. Le risque est grand de creuser les écarts entre acteurs, équipes, partenaires, citoyens. Dans ce contexte comment les arts et la culture peuvent-ils nous permettre de créer de nouveaux imaginaires, de nouvelles émotions, et expériences sensibles pour favoriser le commun et transformer la fabrique des politiques publiques ? A travers un atelier pratique, changez de lunettes et vivez une expérience nouvelle.

Jean-Philippe BARD, directeur adjoint en charge de la lecture publique au Département de l'Oise

Robert BLAIZEAU, directeur des musées à la Métropole Rouen Normandie

Anaïs LABORDE, directrice adjointe du réseau de lecture publique de Grand Paris Sud Est Avenir / Médiathèques de Créteil

Hélène LITEAU-BASSE, directrice régionale adjointe déléguée à la création et aux industries culturelles à la DRAC de Normandie

Sylvie SACHDEVA VALIN, directrice Culture, Sport, Jeunesse, Vie associative, au Département de l'Ardèche

Yves ZIMMERMANN, directeur de projet Agenda 2030 à la Ville et Eurométropole de Strasbourg

SALLE CORNEILLE 2

14 - Quelles compétences pour construire une feuille de route pour une « transition juste » à l'échelle du territoire ?

La transition juste est une approche qui intègre les enjeux écologiques et sociaux pour s'assurer que la transformation vers un avenir durable intègre tous les acteurs de la société, en visant à réduire les inégalités. Elle repose sur l'implication de métiers et de compétences variés pour accompagner les populations, en particulier les plus vulnérables — du travail social à l'urbanisme, l'éducation, la santé, et au-delà. En s'appuyant sur un jeu de plateau issu de la démarche iTEEnéaire en collaboration avec l'Ademe, cet atelier collaboratif vous offre l'opportunité de construire une feuille de route pour une transition juste, adaptée aux réalités locales. Vous identifierez les stratégies et les actions concrètes à mettre en œuvre ainsi que les métiers et les compétences clés à mobiliser pour répondre aux défis de votre territoire. Venez découvrir des leviers d'action qui allient justice sociale, résilience et solidarité territoriale.

Philippe OURSIN, directeur délégation Centre Val de Loire du CNFPT

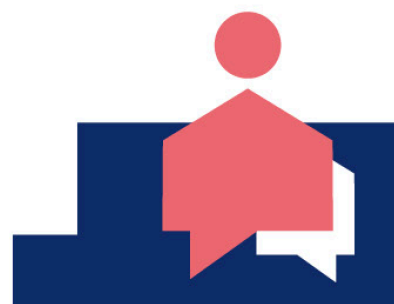
Nathalie MATHIAS, cheffe de projet national iTEEnéaire

SALLE CORNEILLE 1

15 - La mobilité au cœur de la cohésion des territoires

Selon le dernier baromètre Wimoov, 15 millions de français sont en situation de précarité mobilité, soit 1.7 millions de plus qu'en 2022. Pour de nombreux territoires, qui s'emparent du sujet de la mobilité solidaire depuis sa légitimation par la Loi d'Orientation des Mobilités en 2019, c'est un chantier en constante expérimentation. Les témoignages de collectivités sur ce sujet permettront aux participants à cet atelier de mieux appréhender les enjeux, les coopérations possibles sur les territoires, les projets et services qu'il est possible de développer pour une collectivité (mobilités douces, auto et vélo partage, intermodalités etc).

Marie-Claire BARRE, urbaniste, dirigeante du cabinet Capacité.





SALLE 4

16 - Démocratie alimentaire : parlons-en

Les inégalités entre catégories sociales se creusent en matière d'alimentation et de santé : de nombreuses initiatives voient le jour au niveau local pour garantir un accès équitable à une alimentation saine et réduire ces inégalités. Le recours à l'aide alimentaire, pensée comme mesure d'urgence, devenue réponse structurelle, a montré ses limites. Quelle réponse durable et inclusive peut être apportée à la précarité alimentaire ? Quel rôle peuvent jouer les acteurs locaux, publics et de l'économie sociale et solidaire, dans l'expérimentation de ces nouvelles approches ? Quels enseignements et perspectives peut-on dégager des initiatives en cours sur le lien entre démocratie et accès à l'alimentation ?

Gilles PEROLE, adjoint au Maire Enfance-éducation-alimentation de la ville de Mouans-Sartoux, co-président du groupe de travail « alimentation, restauration scolaire » à l'AMF

Nathalie CHALINE, conseillère municipale de la Ville de Brest et Vice-Présidente de Brest Métropole en charge de l'économie des transitions et de l'alimentation durable

François BERNARDIN, membre de l'association « Les Greniers d'Abondance », chargé de l'animation de la stratégie agricole et alimentaire de la Communauté d'agglomération Seine Eure

Julian MIERZEJEWSKI, chef de projet Education populaire – Transition écologique et sociale à la Ville de Grande-Synthe

Marie WALSER, chargée de mission à la Chaire Unesco Alimentations du monde

SALLE FLAUBERT

17 - Sécurité et cohésion sociale

Les responsabilités en matière de sécurité et cohésion sociale sont partagées entre différents acteurs. Les communes ont notamment un rôle tout particulier avec leurs polices municipales. Ces responsabilités appellent donc une approche intégrée, où citoyens, acteurs publics, forces de sécurité et organisations sociales collaborent autour de valeurs communes et de solutions partagées. Cet atelier interroge les modalités du continuum de sécurité comme garant de l'équilibre entre la protection des populations et le maintien d'un lien de confiance entre citoyens et institutions. Les discussions mettront en lumière les approches transversales et collaboratives entre sécurité publique et actions sociales, ainsi que les leviers stratégiques pour renforcer la sécurité et la cohésion au sein des territoires.

Guillaume CARON, directeur de la tranquillité à la Ville de Rouen

Thierry CAYET, général de division de gendarmerie 2S, inspecteur général de l'administration honoraire

Bruno KOEBEL, directeur général des services de la ville et de l'eurométropole de Strasbourg

Virginie MALOCHET, sociologue, Institut Paris Région

Pascal LALLE, inspecteur général de l'administration honoraire

PLATEAU RADIO

18 - Intégrer les savoirs expérimentiels des personnes concernées par les politiques de solidarité: outils et méthodes au service des dirigeants.

Les personnes bénéficiaires de politiques de solidarité sont très souvent en marge de l'élaboration des dispositifs ou de leur évaluation. La reconnaissance de leurs savoirs expérimentiels, pourtant à l'agenda ne se traduit pas pleinement dans les faits. Cette table ronde apportera par des regards croisés, de spécialistes et de personnes accompagnées, des éléments de réponse aux questions que posent cet enjeu.

Morgane BRILLAULT, déléguée du Conseil National des Personnes Accueillies et accompagnées (CNPA)

Antoine PILLET, chargé de projet du CLTSDS du Conseil départemental de Loire-Atlantique

Régis PIERRET, sociologue, responsable formations managériales IDS IRTS Normandie

SALLE 2

19 - Les énergies renouvelables, leviers de participation citoyenne et de solidarité ?

La précarité énergétique s'est fortement accentuée au cours des dernières années dans le contexte de hausse des coûts de l'énergie. Des expériences citoyennes conduites par des sociétés coopératives, en partenariat avec des collectivités locales, développent une production d'énergie renouvelable, en autoconsommation, avec des collectifs citoyens. En associant la population, ces démarches favorisent l'acceptation de modes de production d'énergie plus écologiques et renforcent la cohésion sociale en transformant le consommateur en producteur.

Bénédicte CLERBOUT, animatrice projets citoyens énergies renouvelables à la SCIC Les 7 Vents

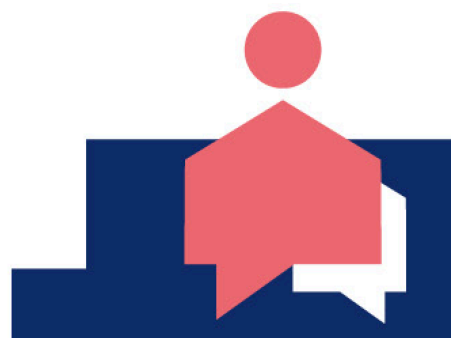
Matthieu DANCRE, directeur général de la SEM Axe Seine Energies Renouvelables

Julie LACOMBE, animatrice du réseau national des associations pour la Mutualisation d'une Energie de Proximité (AMEP)

Matthieu RIOS, directeur adjoint – chargé de mission Animation territoriale et Implication citoyenne à la ville de Malaunay

19H30 – 20H00 : Poursuite des échanges à l'occasion d'un apéritif

20H – Soirée-dîner



Mercredi 05 mars 2025

9H00-10h30 : Ateliers -Suite (au choix) : pour consolider la cohésion sociale, dans tous les domaines

SALLE 1

20 -Risques majeurs, gestion de crises et résilience : l'acteur citoyen

Dans une époque marquée par la succession de crises de nature multiple, l'atelier invite à préciser le rôle du citoyen dans la prévention des risques majeurs et la gestion des crises. Il vise à partager l'importance de la coopération citoyenne et du développement collectif des compétences. Il mettra en valeur le rôle clef des collectivités locales dans la mobilisation citoyenne face aux crises à travers le partage d'expériences et d'initiatives permettant de développer la prévention des risques et la gestion des risques en partenariat, en particulier avec les citoyens.

Ambdilwahedou SOUMAILA, maire de Mamoudzou – délégué régional CNFPT-Mayotte

Adeline BOZEC, chargée d'unité gestion de crise / culture du risque à la direction Pilotage des transitions et gestion des risques de la Métropole Rouen-Normandie

Jean-Christophe ERARD, délégué pour la stratégie nationale de résilience auprès des collectivités territoriales au secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale

Isadora GUERRA, responsable du service Participation et citoyenneté à Métropole Rouen-Normandie

Sébastien LAVIGNE, responsable du service risques et crises à Bordeaux Métropole

Valérie SABERAN, directrice de la mission risques climatiques et résilience à Bordeaux Métropole

SALLE 2

21 - Impliquer les citoyens dans les dépenses publiques : bilan et perspectives des budgets participatifs

Depuis leur introduction en France en 2014, les budgets participatifs se sont imposés comme un outil pour impliquer les citoyens dans la gestion des finances publiques et renforcer la démocratie locale. Adoptés par plus de 200 collectivités, ils permettent de consacrer une part des budgets municipaux à des projets choisis par les citoyens. Cependant, malgré leur essor, leur impact réel reste limité par une faible mobilisation citoyenne, des contraintes budgétaires, et des défis organisationnels pour les collectivités. Ces limites interrogent sur les marges de manœuvre des agents publics pour renforcer cet outil. Quels leviers peuvent être actionnés pour faire des budgets participatifs un véritable vecteur d'investissement citoyen, capable de conjuguer inclusion, efficacité, et cohésion territoriale ?

Antoine BEZARD, consultant spécialiste de la participation, expert associé à la fondation Jean Jaurès

Françoise LEONARD, directrice adjointe démocratie et participation citoyenne à la ville de Rouen

Patrick NORYNBERG, consultant/formateur et essayiste sur la démocratie

Marine RIBALS, chargée de concertation à la ville de Bois-Guillaume

SALLE CORNEILLE1

22 - Fake news, désinformation, comment renforcer l'esprit critique et l'éducation à l'information ?

Désinformation, mésinformation, mal-information, fake news sèment la méfiance et exacerbent les tensions sociales. Les réponses à apporter à un phénomène de cette ampleur sont systémiques et complexes. Renforcer l'esprit critique et éduquer à l'information est un des enjeux pour les collectivités à double titre. Comment identifier et comprendre la signification des informations mensongères fabriquées par des individus, des mouvements ou des puissances étrangères, sans participer volontairement ou à son insu à leur diffusion ? Comment déjouer les pièges de la désinformation ou « fake news » pour une société mieux informée et cohésive ?

Bettina LIORET, journaliste à France Inter, spécialiste de l'Éducation aux Médias et à l'Information (EMI) et membre du collectif Fake Off.

SALLE CORNEILLE 2

23 - Les espaces publics clés du vivre ensemble : mythe ou réalité ?

Place du piéton, mobilités douces, gestion urbaine de proximité, accessibilité, verdissement : les espaces publics sont désormais présentés comme une des clés du vivre ensemble. Pour favoriser la « co-présence » d'une diversité de groupes sociaux, de cultures, de genre, d'âge, de fragilités ou d'usages, des collectivités imaginent de nouveaux modes de conception, d'aménagement et de fonctionnement : mythe ou réalité ? Comment aller plus loin et quelle place donner aux usagers ? Comment partager des usages souvent contradictoires et en faire des lieux réellement inclusifs, apaisés, durables ? Quel impact sur l'organisation et les compétences des agents des collectivités ?

Emilien BAYETTE, élève administrateur territorial à l'INET

Sixtine LEFEBVRE, élève administratrice territoriale à l'INET

Sylvaine LE NOXAÏC, responsable mission SIG Territorial à Lorient Agglomération

Dan MAGNAN-CESARETTI, référent territorial mobilités au CEREMA - délégation régionale Ile-de-France

Emmanuel PEZRES, directeur Recherche et Innovation – Architecte

Nicolas ROUBIEU, urbaniste - Directeur de la Mission Grand Cœur à la Ville et Métropole de Montpellier

SALLE 3

24 - Lutter contre les discriminations sous toutes leurs formes

Approcher de manière intégrée toutes les formes de discriminations (raciale, sexiste, handicap, âge, orientation sexuelle ...) en plongeant dans la fabrication des stéréotypes et des préjugés, permet d'interroger nos représentations. Cet atelier propose une réflexion interactive pour mieux appréhender préjugés et stéréotype au service d'une meilleure compréhension des altérités et permettre le vivre ensemble en ne laissant personne en dehors.

Ariane COUSIN, chargée de mission Observatoire métropolitain des discriminations à Rennes et Métropole de Rennes

Juliette GRIFFOND, directrice de la Délégation égalité citoyenneté au conseil départemental de Seine Saint Denis

Léo PASQUEREAU, commandement de groupement au SDIS de Loire-Atlantique

Stéphanie PELLETIER, chargée de mission égalité au SDIS de Loire-Atlantique

Vera VARHEGYI, psychologue interculturelle, co-directrice et fondatrice de l'Association Elan Interculturel

SALLE 4

25 De l'intime au politique : la santé mentale, un enjeu de cohésion sociale et de citoyenneté.

La crise sanitaire a mis en évidence la nécessité de prendre soin de sa santé mentale et que toutes et tous étaient concernés. Les collectivités possèdent des leviers pour agir sur les déterminants de la santé mentale des habitants au quotidien, en développant des politiques de prévention, mais aussi des politiques qui luttent contre la stigmatisation, ou encore qui visent l'inclusion des personnes porteuses de troubles psychiques. Cette table ronde permettra d'approfondir cette notion et de partager les ressources des collectivités.

Véronique BOUNAUD, responsable du pôle santé au CCAS de la Ville de Poitiers

Sébastien BLINB, directeur de la maison des adolescents d'Ile et Vilaine

Aude CARIA, directrice du PSycom

Anne NOMBLOT, responsable du secrétariat général du Collectif national des semaines de la santé mentale (SISM)

SALLE FLAUBERT

26 Les agents territoriaux ambassadeurs des valeurs et principes du service public

Quelles que soient leurs fonctions, les agents territoriaux ont un rôle essentiel à jouer pour accompagner la transformation des services publics et promouvoir les valeurs et principes du service public dans un contexte de transition. La valorisation de l'engagement des agents territoriaux - qui souhaitent davantage privilégier le sens dans leur parcours professionnel - et la question de l'attractivité des métiers territoriaux sont des enjeux essentiels de cette transformation pour permettre aux agents d'exercer leur rôle d'ambassadeur des valeurs et principes du service public, au quotidien, dans tous les services publics.

Rémy BERTHIER, co-président de l'AATF, directeur général adjoint ressources au Conseil départemental du Val d'Oise

Hugues FOURAGE, ancien directeur général de services et ancien député, intervenant à l'IRA de Nantes et animateur de e-communauté au CNFPT

Yoan GALMICHE, secrétaire général à la Ville de Nancy et à la Métropole du Grand Nancy

Jérôme LESAVRE, membre du collectif "Le sens du service public", directeur général adjoint aux ressources à la communauté d'agglomération de Cergy Pontoise, Vice-Président de l'ADRHGCT

David MERCIER, directeur général des services au conseil départemental de Seine Maritime

PLATEAU RADIO

27 L'éducation artistique et culturelle dans les quartiers politique de la ville ou en milieu rural.

L'éducation artistique et culturelle joue un rôle crucial dans le développement culturel et la cohésion des territoires, tant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville qu'en milieu rural. Cette politique publique vise à garantir à tous les jeunes un accès à la culture, aux œuvres et aux expériences sensibles. Elle apparaît comme un outil puissant pour favoriser l'épanouissement des enfants et des adolescents et contribuer à l'apprentissage de la citoyenneté.

Claire ANDRIEU, directrice de l'action culturelle à la Ville de La Courneuve

Damien EUCHI, directeur régional adjoint délégué au pôle action culturelle et territoriale de la DRAC Normandie.

SALLE AGORA

28 L'IA dans les collectivités, ça mérite débat ! L'importance du dialogue interne et externe pour poser un cadre éthique des usages

Si les bénéfices attendus par le développement rapide de l'intelligence artificielle (IA) peuvent être réels et nombreux, les questions suscitées le sont tout autant. 78 % des Français pensent qu'il existe un risque que des IA échappent au contrôle de leurs concepteurs (source : baromètre Data publica 2024). De nombreuses collectivités s'interrogent sur ces impacts et s'organisent pour partager leurs recherches et expérimentations, afin de dessiner un cadre éthique à son usage pour leurs politiques publiques. Cet échange vise à analyser des retours d'expérience de collectivités qui ont mis en œuvre un dialogue interne et externe sur les effets, risques et opportunités de leurs usages de l'IA, et à présenter des outils pratiques directement mobilisables pour lancer ce débat.

Pierre JANNIN, conseiller municipal de Rennes délégué au numérique et à l'innovation, pilote du groupe de travail "Participation citoyenne & politiques numériques" de France Urbaine

Marie BERNARD, cheffe de projets innovation et numérique à Nantes métropole

Vincent MANDINAUD, chef de projet R&D à l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT)

10H30-11h00 : pause

11H00-11h30 : Synthèse des ateliers

Isabelle BARTH, professeure agrégée des Universités de sciences de gestion à l'université de Strasbourg

11H30-12h45 : Table ronde plénière – Agora

Management, compétences et collaborations : quels enjeux pour un nouveau pacte social ?

Renforcer le vivre ensemble dans les collectivités et leurs territoires nécessite pour les agents territoriaux d'agir différemment et pour leurs dirigeants d'inventer de nouveaux modes de management, de participation, et de production du service public. Quelles compétences développer ? Comment appréhender ces nouveaux modes de relations et de coopérations inclusifs entre acteurs ? Parole aux dirigeants territoriaux.

France BURG, directrice générale du CNFPT

Valérie GEORGEAULT, directrice des ressources humaines et de la transformation d'Ile-de-France Mobilités

Hélène GUILLET, membre du « Cercle des acteurs territoriaux », directrice générale des services au centre de gestion de la fonction publique territoriale 44- présidente du SNDGCT

Jérôme LESAVRE, membre du collectif "Le sens du service public", directeur général adjoint aux ressources à la communauté d'agglomération de Cergy Pontoise, Vice-Président de l'ADRHGCT

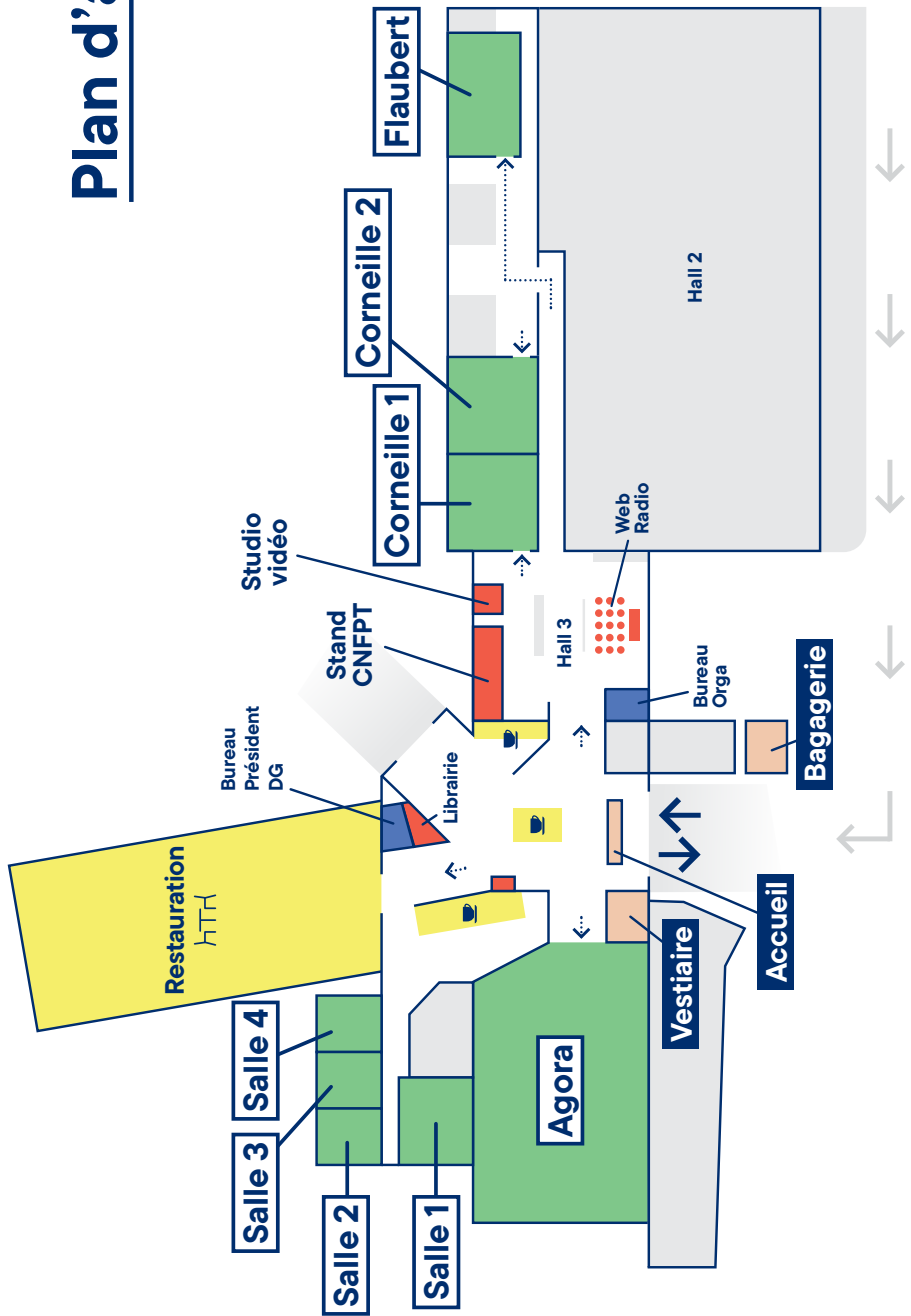
Xavier MORIN, directeur général des services de la Ville de Cherbourg

12h45 -13H00 : Allocution de Clôture

Yohann NEDELEC

Président du CNFPT

Plan d'accès



Colloque national
Renouveler notre pacte social : un défi pour les territoires
04-05
MARS 2025
ROUEN

INFORMATIONS PRATIQUES

Lieu de la Manifestation

PARC EXPO ROUEN ROUEN

46 Av. des Canadiens, 76120 Le Grand-Quevilly

L'accès à la manifestation



En transport en commun

Ligne T4 – Boulingrin au Zénith-Parc Expo en 20/25 minutes.

Lignes 27 et 32 : arrêt Zénith-Parc Expo.

Consultez les horaires de bus sur le site de la TCAR : www.reseau-astuce.fr



En train

La gare de Rouen Rive-Droite est en connexion avec les plus grandes destinations françaises et européennes (Rouen – Paris : 1h15, Rouen – Lille : 3h30 par Paris ou Amiens, Rouen – Lyon : 3h45 avec un départ direct tous les jours, Rouen – Bruxelles : 5h par Paris et Lille, Rouen – Marseille : 5h30).



En voiture

Les principaux hôtels à proximité de la manifestation

NOM	Catégorie	ADRESSE	distance Parc Expo	Places
Ace hôtel	NR	75 avenue de la Mare Sansoure Petit-Couronne	immédiate	70
Ibis styles Rouen parc des ex	3*	29 avenue de la Mare Sansoure St etienne de Rouvray	immédiate	75
Novotel Rouen Sud	4*	27/29 avenue de la Mare Sansoure St Etienne de Rouvray	immédiate	75
Campanile Rouen Zénith	3*	260 avenue de la Mare Sansoure St Etienne de Rouvray	immédiate	52
Ibis budget Rouen Zénith	2*	28 avenue Maryse Bastié St Etienne de Rouvray	immédiate	68
Hôtel F1 rouen zenith	1*	25 av Canadiens, 76800 Saint Etienne du Rouvr	5 minutes en T4	60
1ère classe Rouen Sud parc des expo	1*	25 av Canadiens, 76800 Saint Etienne du Rouvr	5 minutes en T4	60
BnB Rouen Parc des expos	2*	42 avenue des Canadiens, 76800 Saint Etienne du Rouvray	5 minutes en T4	60
Ibis styles Rouen centre rive gauche	3*	55 avenue de la Libération Rouen	10 minutes en T4	72
Ibis budget Rouen centre rive gauche	3*	55 avenue de la Libération Rouen	10 minutes en T4	70
Ibis budget Petit Quevilly	2*	4 placce Waldeck Rousseau Le petit Quevilly	10 minutes en T4 + 10 minutes à pied	75
Ibis Rouen centre rive gauche Mermoz	3*	13 rue de la Motte Rouen	15 minutes en T4	90
Holiday Inn express Rouen centre rive gauche	3*	103 avenue Jean Rondeaux Rouen	12 mintes en T4	85

